

La théorie du chaos

Six ans après l'entrée en vigueur de la dernière "grande" réforme du système éducatif national, ni les réformateurs, ni les réformés (élèves et enseignants) n'entrevoient le bout du tunnel. Le grand retour annoncé du français dans les programmes scolaires n'aura été jusque-là qu'une annonce. Si la réforme est un échec sur toute la ligne, de l'avis de nombreux observateurs, les principales difficultés se situent surtout au niveau de l'enseignement fondamental, avec la génération d'élèves rattrapés par la réforme. Les responsables du ministère de l'Education

nationale (MEN) peinent, à moins d'un mois du concours d'entrée en première année du collège, à trouver une solution pour ces écoliers.

Quand, en 1999, les autorités prennent conscience de la dérive du système éducatif national et décident brusquement de le reformer, la plupart des observateurs avaient émis des réserves face à cette mesure qui ne procédait d'aucune étude sérieuse. Six ans après le démarrage de la réforme, l'école mauritanienne se retrouve en pleine impasse, du fait du laxisme et du manque de perspicacité de ses décideurs. Ainsi, les élèves qui étaient en deuxième et troisième années au moment de l'entrée en vigueur de la réforme, se retrouvent-ils aujourd'hui

7

dans une situation incertaine et affrontent le concours de fin d'études primaires en mauvaise posture. L'essentiel des cours (langue, sciences et calcul) est dispensé en français, alors que ces élèves n'ont aucune notion de cette langue, leur enseignement de base s'étant effectué en arabe. Rattrapés par la réforme, ces élèves constituent un grand souci pour les responsables de l'Education. De leur côté, les parents ne comprennent rien à ce qui arrive à leurs enfants. Pourquoi devraient-ils être les exclus d'un système dont le fonctionnement ne répond à aucune logique et dont les contours sont imprécis aux yeux de ceux là mêmes qui l'ont (maladroïtement) créé?

La théorie du chaos

Suite de Une

Face à ce bourbier, la direction de l'Enseignement fondamental a organisé plusieurs journées de réflexion sur la situation de ces jeunes écoliers. D'importants fonds ont été dépensés sans que la moindre solution n'ait été retenue.

Réforme à réformer

Certains responsables trouvent que la solution passe par l'organisation de cours intensifs de français au profit des candidats dans cette situation; d'autres, moins indulgents, pensent que les candidats doivent se présenter au concours au même titre que les autres élèves avec les modules de la nouvelle réforme. Une approche qui lèse sans aucun doute ces candidats et qui a provoqué l'ire de leurs parents qui y voient une volonté de l'administration de compromettre l'avenir de leurs enfants. La solution intermédiaire adoptée jusque là ne semble pas produire les effets escomptés. Elle a consisté en l'ouverture de classes annexes dans la plupart des écoles, destinées à assurer des cours de rattrapage au bénéfice des candidats rattrapés par la réforme. Mais l'absentéisme des enseignants, conjugué au laxisme de l'administration scolaire et

au désintérêt manifeste des candidats et de leurs parents pour cette méthode, relance de plus belle la polémique sur l'uniformisation de l'enseignement national. Car si la "francisation" de celui-ci est aujourd'hui une option, l'arabisation au cours des vingt dernières années n'en était pas moins réelle et personne, ceux qui l'ont subie plus que quiconque, ne devrait en payer, injustement, les frais. Comment comprendre que dans un même pays, des élèves se présentent à un concours de portée nationale sur des bases inégales, du fait de l'irrégularité du système éducatif national? Si pendant l'année scolaire 2002-2003, l'on a enregistré plus de 6.000 redoublants parmi les candidats à l'entrée en première année du collège, il n'est pas dit qu'au cours de cette année, les échecs ne dépasseront pas le double de ce chiffre. Les exclusions connaîtront également une nette augmentation puisque deux redoublements dans la même classe y conduisent directement. C'est pourquoi certains responsables du ministère de tutelle avaient proposé de reculer d'une année cette mesure pour les candidats rattrapés par la réforme. Mais de peur de voir une telle décision constituer un dangereux précédent, le ministère s'y est

fermement opposé. Interpellé sur la question, le directeur de la réforme et de la prospection n'a pas voulu répondre, et ses services observent un silence total. Au service de la statistique, où les employés se sont donné le mot, aucun chiffre ne filtre. A la direction de l'Enseignement Fondamental, les choses vont pareillement. Le directeur (qui ne parle pas français, seulement le Hassanya, précise-t-il avec désinvolture) exige, pour s'exprimer, qu'on lui apporte l'autorisation du directeur général de l'Enseignement secondaire et fondamental, Mohamed El Hafedh Ould Tolba, qui se trouve en mission au Liban.

Au ministère, les tergiversations vont bon train pendant que la situation dans les écoles empire de jour en jour, à mesure qu'approchent les examens. De mesure en mesure, les responsables se perdent en conjectures et l'école mauritanienne perd toute perspective.

Ne déchiffre pas la théorie du chaos qui veut.

BÀ ADAMA MOUSSA